



: Je puis tout par celui qui me fortifie. » Philippiens 4 : 13

THAÏLANDE APPEL URGENT Février 2024

Musiciens de Bi-2 -(risque d'extradition)- /Duong Van Thai -(Enlèvement)-

Monarchie constitutionnelle
66,7 Mio d'hab. 513115 km²

Roi Maha Vajiralongkorn
Capitale : Bangkok

Premier Srettha Thavisin

. Peine capitale pour les homicides les plus graves et ceux liés au trafic de drogue

Le pays, partie à la Convention contre la torture, a signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, mais ne l'a jamais ratifiée. Donc il n'a pas non plus activé son art.32 - prévoyant des communications interétatiques-

Les musiciens **Aleksandr Uman** et **Igor Bortnik**, ainsi que cinq autres membres du groupe de musique biélorusse **Bi-2**, extrêmement populaire en Russie, se sont trouvés sous la menace d'une expulsion vers Moscou pendant plus d'une semaine. Le groupe de Rock était harcelé depuis 2022. Par ailleurs il a refusé de se produire dans la ville d'Omsk devant une affiche prônant la guerre en Ukraine. Selon la BBC, les musiciens, détracteurs de Poutine, étaient en tournée en Thaïlande quand ils ont été arrêtés. Le groupe écrivait sur Facebook qu'on lui reprochait d'avoir donné un concert sans autorisation. A moins qu'il ne s'agisse d'un problème de validité des visas. Ils se sont acquittés de l'amende (84\$) pour leur infraction. Pourtant les sept artistes ont été détenus jusqu'à leur relâche le 1^{er} février.

Pour le groupe, c'est la Russie qui est à l'origine de l'arrestation. En mai 2023, le Ministère russe de la justice avait qualifié un musicien du groupe qui avait critiqué la guerre en Ukraine, d'« agent étranger ». Après son incarcération, Maria Zakharova, porte-parole du Ministère russe des Affaires étrangères, déclarait que le groupe 'sponsorisait le terrorisme,' en désavouant la Russie et en soutenant publiquement l'Ukraine. L'ONG Human Rights Watch a appelé le gouvernement thaïlandais à ne pas expulser les musiciens. En cas d'extradition, les musiciens risquaient d'être emprisonnés et torturés. Les musiciens vivent en Israël depuis 2023, où ils souhaitaient retourner. Selon Radio Free Europe, le consul général de Russie s'était rendu le 30 janvier 2024 au centre d'enregistrement des voyageurs de Bangkok, où les musiciens étaient détenus. Un représentant du régime à Moscou aurait en outre annoncé sur Internet que les musiciens pourraient bientôt divertir leurs codétenus en Russie. » Par ailleurs, lors du vote d'une résolution de l'ONU sur l'Ukraine,

la Thaïlande s'est abstenue de condamner l'annexion russe de quatre régions ukrainiennes. Finalement les musiciens ont été libérés.

Enlèvement de Duong Van Thai

Le journaliste et blogueur vietnamien **Duong Van Thai** avait cherché refuge en Thaïlande en raison de la persécution des professionnels des médias dans son pays. En 2020, le Haut- Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Bangkok lui avait accordé le statut de réfugié. Depuis le 13 avril 2023, il est porté disparu. Jusqu'à l'été 2023, la seule information officielle sur le sort de Duong Van Thai est, selon Reporters sans Frontières (RSF), un communiqué de la police de la province de Ha Tinh, au centre du Viêt Nam. Le 14 avril (le lendemain de son enlèvement), celle-ci a déclaré qu'il avait été arrêté pour "entrée illégale" au Vietnam depuis le Laos.

Selon le code de procédure pénale vietnamien, les autorités vietnamiennes auraient dû soit le libérer, soit l'inculper formellement dans un délai de neuf jours.

En juillet 2023, il a été annoncé que le Ministère vietnamien de la Sécurité publique avait confirmé son arrestation. Il serait poursuivi en vertu de l'article 117 du code pénal pour "propagande contre l'État". L'année dernière, RSF avait contacté le commissariat de police de la province de Ha Tinh 3 jours après l'expiration du délai pour la libération ou l'inculpation de Thai. Aucune réponse n'a été donnée.

Le 20 avril 2023, RSF a adressé une demande au Ministère de l'Intérieur thaïlandais afin d'obtenir des informations sur cette "disparition". Selon les experts, l'enlèvement n'aurait pas été possible sans la complicité passive de fonctionnaires locaux en Thaïlande.

Le ministère n'a pas répondu.

(ACAT Allemagne)

Adresser copie du courrier ci-joint aux autorités- adresse sur la lettre-(tarif international),.

Éditeur responsable: **Christophe d'Aloisio**, Supplément à l'ACAT info n° 1/2024